



BILAN DE DOHA – PARTIE 1

Bilan de Doha – partie 1 : la suite du Protocole de Kyoto pour 2013-2020



SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. DES RESULTATS MITIGES

3. LE COMPTE N'Y EST PAS

La fin d'un cycle de négociations



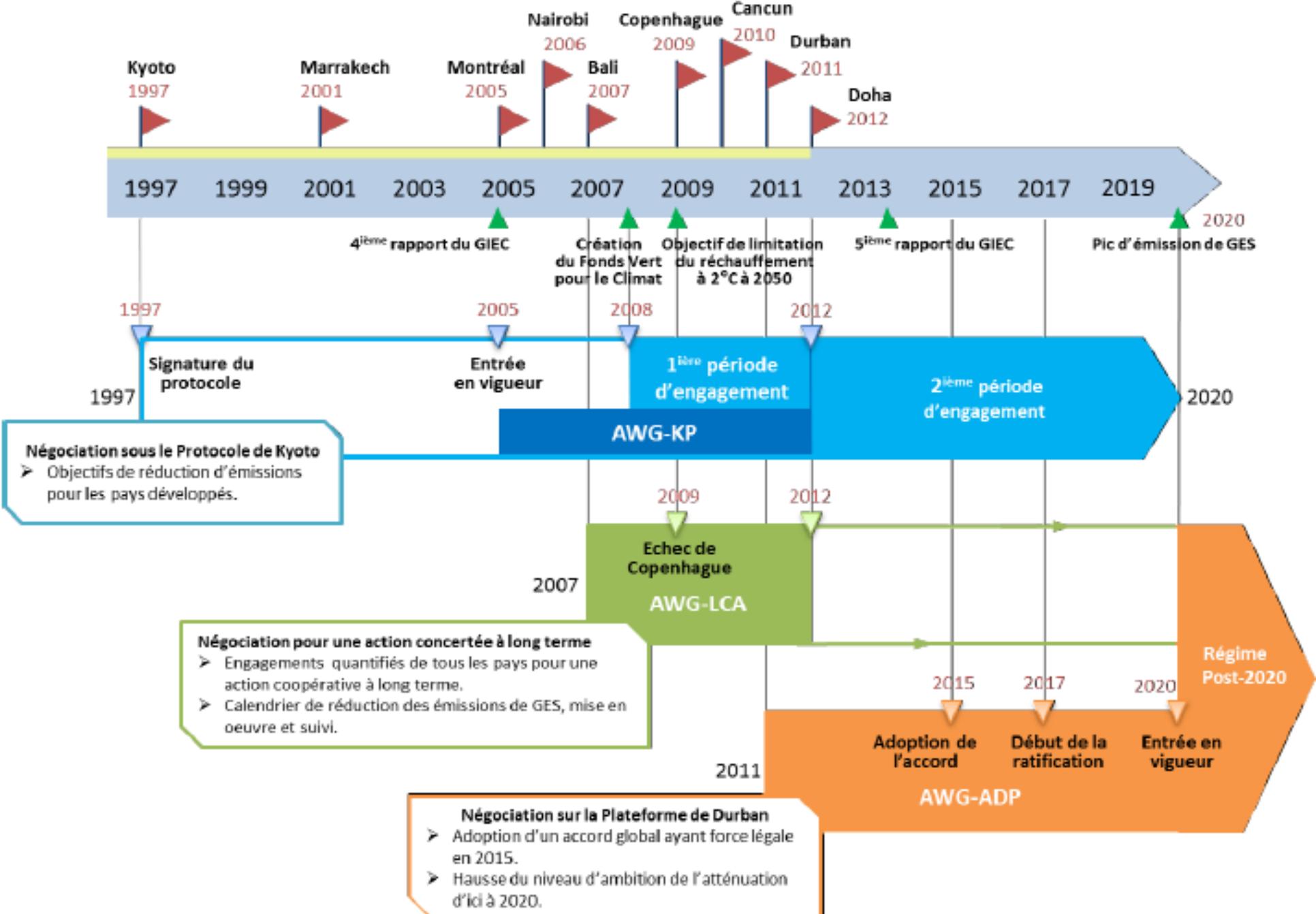
COP15 de Copenhague, 2009 : le grand rendez-vous raté...COP16 de Cancun, 2010 : maintien des discussions multilatérales...COP17 de Durban, 2011 : optimisme prudent...**COP 18 de Doha, 2011 : la fin d'un cycle laborieux !**

Clôture de l'AWG-KP sur les futurs engagements contraignants des pays développés lancé 7 ans avant, lors de la COP11 de Montréal, 2005

Clôture de l'AWG-LCA sur la collaboration de long-terme entre tous les pays, développés et en développement, lancé 5 ans avant, lors de la COP13 de Bali, 2007 (« Plan d'action de Bali »)

Lancement de la Plateforme de Durban (« ADP ») afin d'arriver en 2015 à un accord post-2020 avec TOUS les pays et sans faire nécessairement une distinction entre pays Annexe 1 et non-Annexe 1, afin de traiter le cas des pays émergents (contrairement au dualisme de l'AWG-LCA)

Deal de Durban : OK pour lancement de l'ADP...pour peu qu'un Protocole de Kyoto post-2012 soit adopté à Doha, en clôture de l'AWG-KP



Le « mercato » du Kyoto post-2012



Pays **restant** dans le Protocole de Kyoto post-2012 et **prenant** des engagements contraignants : Union européenne (27 Etats), Australie, Biélorussie, Croatie, Islande, Kazakhstan, Norvège, Suisse, Ukraine

Pays **restant** dans le Protocole de Kyoto post-2012 **sans prendre** d'engagement contraignant : Japon, Fédération de Russie, Nouvelle-Zélande

Pays **sortant** du Protocole de Kyoto post-2012 : **Canada**... Crainte de ne pas pouvoir respecter ses engagements (PK1, 2008-2012 : engagement de -6% ... en réalité : +17,5% !)

Le Canada rejoint donc les **Etats-Unis** dans le club très fermé des pays industrialisés (**Annexe 1** de la Convention climat) n'ayant pas d'engagement contraignant (et donc **hors Annexe B** du Protocole de Kyoto)

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. DES RESULTATS MITIGES

3. LE COMPTE N'Y EST PAS

Les 6 résultats de Doha sur Kyoto post-2012



1. Conditions d'**entrée en vigueur** légale au 1^{er} janvier 2013
2. Conditions d'utilisation des **mécanismes de flexibilité**
3. Devenir des **quotas excédentaires** (« hot air »)
4. **Durée d'engagement** du Kyoto post-2012
5. **Niveau d'ambition**
6. Conditions de **réévaluation** du niveau d'ambition

Flou sur l'entrée en vigueur du Kyoto post-2012



Principe de droit international : si un Protocole international a été adopté après ratification parlementaire, tout amendement à ce Protocole **doit lui aussi être soumis à ratification**.

L'AWG-KP avait été lancé en 2005 à la COP11 de Montréal afin qu'un accord sur Kyoto post-2012 puisse être trouvé au plus tard en 2009, **afin d'avoir 3 ans pour procéder aux ratifications**, avant entrée en vigueur du Kyoto post-2012 au 1^{er} janvier 2014

Or, la COP15 de Copenhague a échoué...Et l'agenda des négociations sur le Kyoto post-2012 a **complètement dérapé** ! Il fallait trouver une solution pour éviter une **discontinuité**

Enfin, le texte final de Doha laisse les pays **libres de faire ce qu'ils veulent** :

- mettre en œuvre de façon anticipée **au 1^{er} janvier 2013**, en notifiant cela à la CCNUCC et en prévoyant une ratification après coup
- ou mettre en œuvre **après cette date**, après ratification parlementaire

Restriction sur les mécanismes de flexibilité



Mécanismes de flexibilité : permis négociables (ou **marché du carbone**), Mécanisme de développement propre (**MDP**), Mise en œuvre conjointe (**MOC**)

Pays en développement : **ne voulaient pas** que les pays développés restant dans Kyoto post-2012 sans y prendre d'engagement contraignant puissent utiliser ces mécanismes

Les pays en question (Japon, Fédération de Russie et Nouvelle-Zélande), soutenus par l'Union européenne, **voulaient** pouvoir les utiliser. Ceci aurait pu **augmenter la demande** et tirer les **prix du carbone vers le haut**

Enfin, seuls les pays ayant des engagements contraignants peuvent utiliser ces mécanismes.

Solution (temporaire ?) au problème de hot air 1/2



« Hot air » : **énorme** quantité de quotas d'émissions excédentaires résultant d'une **erreur de négociation** lors de la définition des engagements à Kyoto en 1997 → **13 GteqCO₂** fin 2012, soit **2 fois les émissions annuelles de la Chine !!!**

Pays	Surplus d'UQAs (en Mt eq CO ₂)
Russie	5 873.1
Union Européenne des 27 ⁺	4 123.0
Ukraine	2 593.5
Japon	429.8
Australie	61.8
Nouvelle Zélande	28.1
Norvège	20.1
Croatie ⁺	5.2
Liechtenstein	0.1
TOTAL	13139.1

Le hot air est principalement lié au **recul de l'économie** de la Fédération de Russie et des pays de l'Est dans les années 90, après la **chute du communisme** : -30 à -40% d'émissions de GES ! Certains pays de l'Est ont depuis été intégrés à l'Union européenne, raison pour laquelle l'**UE** affiche un **gros volume** de hot air (par ex : Pologne = 751 MteqCO₂, 1)

Solution (temporaire ?) au problème de hot air 2/2



Risque énorme si le hot air était utilisable **sans restriction** dans le Kyoto post-2012 : **dilution complète** des efforts de réduction d'émissions !

La **Fédération de Russie** était pourtant pour un usage sans restriction de ce hot air...tout comme la **Pologne**, qui s'est opposée sur ce sujet aux 26 autres Etats membres de l'UE (fait peu habituel !)

Enfin, le texte final de Doha prévoit que les pays ayant pris des engagements Kyoto post-2012 ne pourront acheter **au maximum que 2% des quotas** qu'ils avaient reçus pour Kyoto 2008-2012 : très peu de hot air pourra être vendu

Après l'adoption du texte, Australie, UE, Japon, Liechtenstein, Monaco, Norvège et Suisse ont de plus déclaré qu'ils **n'achèteraient rien...**

Enfin, seule **l'Ukraine** pourrait utiliser **massivement** son propre hot air.

Une période d'engagement allongée



La première période d'engagement du Protocole de Kyoto était 2008-2012 (5 ans) : la **logique** aurait voulu que la deuxième période d'engagement soit de **la même durée**.

Les pays en développement défendaient l'idée d'une période de 5 ans, afin de pouvoir **renforcer les engagement** des pays développés **dès 2017**.

Les pays développés **craignaient** ce durcissement possible dès 2017, d'autant plus que les prévisions du 5^{ème} rapport du GIEC (publié mi-octobre 2013) devraient être **catastrophiques**.

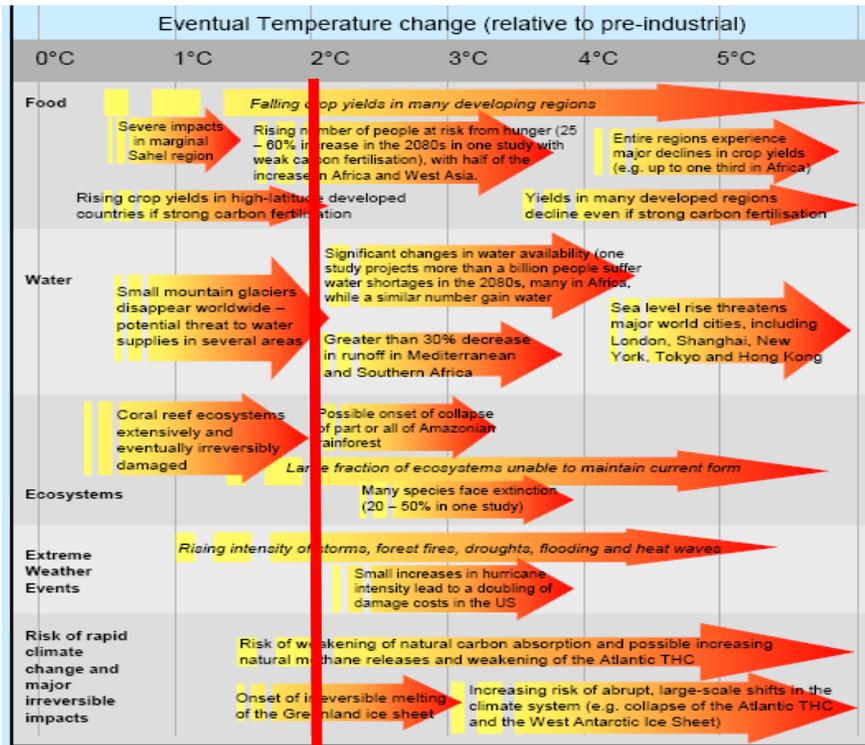
Enfin, le texte final prévoit un période de 8 ans, allant du 1^{er} janv. 2013 au 31 déc. 2019

Un niveau d'ambition faible 1/3



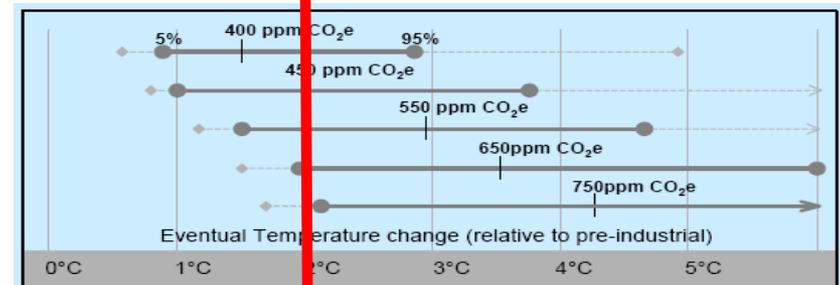
Que dit le 4^{ème} rapport du GIEC, 2007 ?

Si on veut limiter l'augmentation de température à + 2°C, la concentration de GES doit rester sous les 450 ppm



Il faut diminuer les émissions mondiales de -50% d'ici 2050 et de plus de -75% (facteur 4) celles des pays industrialisés

En 2020, les pays industrialisés doivent faire -25 à -40% d'émissions par rapport à 90



Un niveau d'ambition faible 2/3

A Doha : **-18%** en 2020...Loin de la fourchette de **-25% à -40%** !



Pays	Année de référence pour la CP2	Engagement pour la CP2 par rapport à l'année de référence
Australie	2000	-0,5%
Biélorussie	1990	-12%
Croatie¹	1990	-20%
Islande¹	1990	-20%
Kazakhstan	1990	-5%
Liechtenstein	1990	-16%
Monaco	1990	-22%
Norvège	1990	-16%
Suisse	1990	-15,8%
Union Européenne	1990	-20%
Ukraine	1990	-24%
Au global		-18%

¹ Ces pays ont l'intention de réaliser conjointement leur objectifs avec l'Union Européenne

Un niveau d'ambition faible 3/3



... De plus, les -18% par rapport à 1990 sont un **effet d'optique**, car la plupart des pays développés ont déjà beaucoup réduit leurs émissions : **efforts « réels »**, mais aussi **crises économiques** des années **1990** (après la chute du mur de Berlin) et **actuelle** → les efforts « réels » encore à faire sont **bien moindres** que -18%

Ainsi, l'UE, qui a pris un engagement de -20% en 2020 par rapport à 1990, a déjà diminué ses émissions de -18% en 2012... Il ne lui reste donc que **-2%** à faire sur 2013-2020...

Biélorussie et Kazakhstan sont **furieux** d'un amendement de dernière minute (article 3 g) du paragraphe 7 ter) qui **interdit** aux pays la possibilité d'augmenter leurs émissions post-2012 au dessus de leur niveau moyen 2008-2012... **Blocage du SBI** à Bonn en juin 2013 par Féd. de Russie, Biélorussie et Ukraine avec demande d'examen du concept de « **consensus** » !

Le niveau d'ambition est **trop faible** pour espérer rester sous les +2°C... Et au-delà de cette augmentation, le GIEC met en garde contre les risques d'**emballement climatique** (auto-accélération du processus : fonte des pergélisols sibériens, inversion des courants marins, modification de l'albedo sur les pôles, etc.)

Réévaluation du niveau d'ambition



L'Union européenne a introduit une **clause de réévaluation** dans le texte final, afin que les engagements soient revus à la hausse d'ici le **30 avril 2014**

L'idée est que la sortie du 5^{ème} rapport du GIEC mi-octobre 2013 fasse un **choc** dans l'opinion publique 2013...

On peut douter de ce choc : la sortie du Rapport « *Turn do the heat* » de la Banque mondiale, à la veille de la Conférence de Doha en nov. 2012, n'avait pas produit de réaction politique majeure, alors que les prévisions annoncées dans ce rapport étaient **catastrophiques** !

Finalement, l'**UE** – qui la première avait annoncé en 2008 (Paquet énergie climat) son intention de faire -20% unilatéralement et -30% en cas d'accord multilatéral – semble assez **isolée** parmi les pays industrialisés

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. DES RESULTATS MITIGES

3. LE COMPTE N'Y EST PAS

Le pire a été évité



Après l'échec de la Conférence de Copenhague, les conférences de Cancun et Doha en demi-teinte, la Conférence de Doha a permis de prouver que :

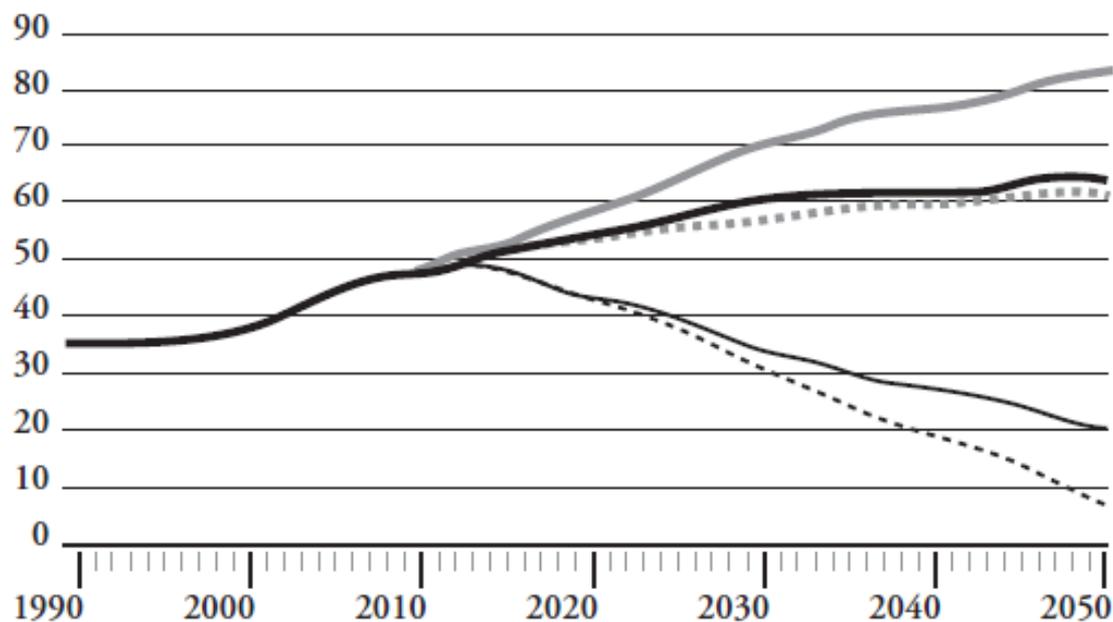
- le Protocole de Kyoto **continue**
- en dépit de la **crise économique...**
- et de l'absence de leadership politique des **USA** sur le sujet...
- et des **renoncements** de certains pays (**Canada**, mais aussi **Japon**, **Nouvelle Zélande**, **Fédération de Russie**)

→ Les conditions d'un **accord post-2020** à conclure en 2015 sont **fragiles**, mais sont toujours là

...Mais le compte n'y est pas 1/2



Émissions globales
de GES
(GTCO₂éq./an)



— Référence
— Engagements internationaux

..... Propositions les plus ambitieuses et politiques nationales qui ne constituent pas encore des engagements internationaux

— Voie indicative pour rester en dessous de 2 °C
- - - Voie pour rester sous 1,5 °C d'ici 2100

...Mais le compte n'y est pas 2/2



1^{ère} période du Protocole de Kyoto, 2008-2012 : 55% des GES mondiaux et -5,2% par rapport à 1990 → Equivalent à -2,9% de l'ensemble des GES mondiaux par rapport à 1990

2^{ème} période du Protocole de Kyoto, 2013-2020 : 14% des GES mondiaux (4 fois moins) et -18% par rapport à 1990 → Equivalent à -2,5% de l'ensemble des GES mondiaux par rapport à 1990

Conclusion : l'effort de réduction global s'est réduit sur 2013-2020 par rapport à 2008-2012

Les pays industrialisés craignent de **pénaliser** leurs économies encore **majoritairement carbonées** dans un contextes de **crise**, d'autant plus qu'ils ne sont pas sûrs que les autres feront le même effort → on anticipe la **non-coopération** et on aboutit à un **équilibre global sous-optimal** où personne ne s'engage et où tout le monde est **perdant** (effet de serre accru), comme dans le « dilemme du prisonnier », célèbre cas de théorie des jeux

Et la dette climatique s'aggrave...

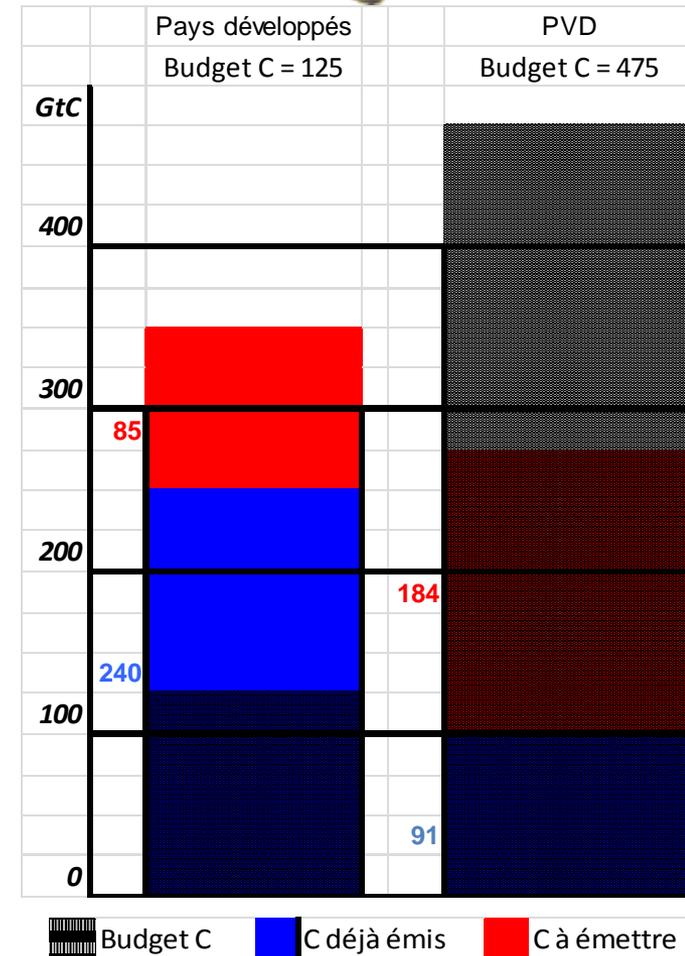


Si l'on considère que (i) tous les pays du monde doivent émettre moins de **600 GtC** en cumulé entre 1800 et 2050 pour que l'on reste sous les $+2^{\circ}\text{C}$ et que (ii) chaque pays a un budget C proportionné à sa population entre 1800 et 2050, alors les **PVD** devraient avoir un budget carbone de **475 GtC** et les pays développés de **125 GtC**.

Or, les pays développés ont **beaucoup plus émis** de GES entre 1800 et 2009 **que les PVD** (240 GtC contre 91 GtC) et plus émis **que leur budget C** (240 GtC contre 125 GtC)...

Même si les pays développés réduisaient leurs émissions de **85% d'ici 2050**, il faudrait quand même que les PVD **renoncent** à une grosse partie de leur budget C : 200 GtC = 475 GtC (budget C total) – 184 GtC (émissions 2009-2050 permises si les pays développés font -85% et si l'on reste sous les 600 GtC) - 91 GtC (émissions 1800-2009)...

→ Ces **200 GtC** sont appelés « **dette climatique** » des pays du Nord à l'égard des pays du Sud.



L'enjeu des négo sur Kyoto post-2012 : l'ambition



Il faut à tout prix un **relèvement du niveau d'ambition** affiché dans Kyoto post-2012 :

- Pour que les pays industrialisés assument leur part de **responsabilités** et fassent **eux-mêmes** des efforts...

- ...Avant de demander aux **pays émergents**, BASIC en premier lieu, d'en faire dans le cadre des négociations **post-2020** menées dans le cadre de la Plateforme de Durban

Les débats à Varsovie sur le relèvement du niveau d'ambition vont donc être **cruciaux** pour la **réussite** de l'ensemble des négociations

SalvaTerra
Bureau d'études en environnement, forêt
agriculture et développement rural
6 rue de Panama
75018 Paris | France
Email : info@salvaterra.fr
Tel : +33 6 66 49 95 31
www.salvaterra.fr

Merci pour votre aimable attention !

